



COMMUNE DE VULAINES-SUR-SEINE

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2020-10

Arrêté portant interdiction temporaire de circuler et de stationner 4 quai Stéphane Mallarmé

Le Maire de la Commune de VULAINES SUR SEINE,

Vu la loi du 02 mars 1982 modifiée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route, notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-2, R.411-3, R.411-8, R.411-25, R.411-26, R.411-28 et R.414-29

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par divers arrêtés subséquents et notamment les articles R.312-5, R.312-6, R.314-1, R.314-3, R.312-10 à R.312-14 et R.411-22 à R.411-23

Vu la demande présentée par la société EIFFAGE TP sise 10 rues des Champats – 77920 Le Chatelet-en-Brie, afin de réaliser des travaux de pose d'un clapet anti retour pour les eaux usées sis 4 quai Stéphane Mallarmé – 77870 Vulaines-sur-Seine.

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la sécurité des usagers pendant la durée des travaux,

ARRETE

ARTICLE 1 La société EIFFAGE TP est autorisée à exécuter les travaux susvisés ci-dessus, du 17 au 21 février 2020 en se conformant aux prescriptions ci-dessous.

ARTICLE 2 La circulation sera alternée et le stationnement sera interdit aux abords du chantier. Ces réglementations temporaires seront maintenues durant toutes les durées des travaux.

ARTICLE 3 La société EIFFAGE TP sera tenue de mettre en place et maintenir, sous sa responsabilité la signalisation diurne et nocturne appropriée aux travaux.

ARTICLE 4 Les travaux d'ouverture et de fermeture des tranchées sur chaussée ou sur trottoirs devront être réalisés selon les règles de l'Art. Le remblayage, compactage et mise en œuvre d'enrobé devront être soignés. En cas de détérioration ultérieure constatée par la Commune, notamment affaissement de la tranchée, et ce pendant une durée de cinq ans, une mise en demeure de procéder à la remise en état sera adressée à l'entreprise. Sans intervention de l'entreprise dans le délai d'un mois qui suivra la mise en demeure, la commune se réserve le droit de faire procéder aux réparations aux frais exclusifs de l'entreprise.

ARTICLE 5 Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 Ampliation adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne à :

- Directeur Général des Services de Vulaines-sur-Seine
- Service Police Municipale de Vulaines-sur-Seine
- Monsieur le Directeur des Service Techniques de Vulaines-sur-Seine
- Monsieur le Directeur de la société EIFFAGE TP.

Fait à Vulaines-sur-Seine, le **05 février 2020**.



Le Maire,
Patrick Chadaillat.

